

PATRIK GUIOL ET ÉRIC NEVEU

Sociologie des adhérents gaullistes

« Un mouvement politique moderne doit d'abord orienter son action dans le sens de l'évolution économique en refusant de s'identifier aux catégories sociales en déclin. »

A. Sanguinetti (1).

A l'heure où le RPR procède à un aggiornamento idéologique qui l'amène parfois à oublier les tables de la loi gaulliennes, la question de son évolution sociologique peut être évoquée. Le recrutement socioprofessionnel des adhérents suggère-t-il lui aussi l'existence d'une dérive ?

La sociologie des adhérents ne saurait à elle seule permettre une compréhension limpide des évolutions du discours (2). Elle comporte cependant un triple intérêt.

Tout d'abord parce que dans le système politique français le gaullisme incarne au sein de la droite le seul courant qui puisse revendiquer une réalité militante incontestable et durable. Le RPR ne déroge pas à cette tradition. Par ailleurs, quel que soit le degré de démocratie ou de centralisation, la base exerce sur sa direction une certaine pression. Celle-ci se fait en particulier sentir dans le degré de liberté tactique implicitement concédé à l'état-major pour rallier des groupes charnières ou entamer les soutiens de l'adversaire.

La réflexion sur une sociologie du gaullisme devient enfin une nécessité dans le contexte des vagues d'adhésion dont a bénéficié en 1976-1977 et depuis 1981 le RPR. Avec 215 000 *nouveaux* adhérents lors de sa première année d'existence, 850 000 membres revendiqués en octobre 1983, le Rassemblement est fait de nouveaux venus au

(1) Cité par J. Charbonnel, in *Sociologie du gaullisme, force de progrès*, Document UDR, juin 1970.

(2) Voir en particulier les remarques de D. Gaxie (Les logiques du recrutement politique, *RFSP*, 1980, n° 1, p. 45) ou J. Verdés-Leroux (Les invariants du Parti communiste français, *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, n° 36-7, p. 81) sur l'importance d'une sociologie des cercles dirigeants.

gaullisme (3). Le renouveau des adhérents s'accompagne-t-il d'une mutation sociologique ? Y a-t-il, pour en revenir à notre interrogation fondatrice, concomitance des variations idéologiques et sociologiques ?

L'examen des informations disponibles incite à formuler une réponse nuancée mais positive. Il suscite de nouvelles questions sur les liens entre la base sociale du RPR d'une part, la stratégie de J. Chirac, le fonctionnement de la « machine » d'autre part...

I. — PHYSIONOMIE DU GAULLISME PARTISAN

Le chercheur qui œuvre sur la sociologie militante ne peut que solliciter l'indulgence. Les formations politiques n'hésitent jamais à gonfler les effectifs des catégories socioprofessionnelles (CSP) jugées stratégiques pour l'image du parti, à recourir à des catégories fourre-tout (« agriculteurs », « fonctionnaires »).

En l'occurrence, malgré l'accueil bienveillant reçu auprès des responsables du Rassemblement (4), aucune ventilation par CSP postérieure à 1979 n'a pu nous être communiquée..., une nouvelle grille de présentation (la cinquième en dix ans) étant en cours d'élaboration.

A) *Autoportrait*

Il peut être fécond de partir de ce que le sociologue nommerait les représentations indigènes de l'objet : le gaullisme ne saurait être pour ses fidèles que rassemblement, solidarité œcuménique de toutes les France.

Le refus constant de se définir sociologiquement a dans ce cadre sa cohérence. Plus précisément, l'approche sociologique ne vaut pour les gaullistes que négativement. Le rapport Charbonnel de 1970 est sur ce point exemplaire. Soucieux d'établir « la fondamentale diversité » de l'UDR, l'auteur indique d'abord ce que n'est *pas* le mouvement : un « parti de la France riche », un « Rassemblement des droites ». La volonté constante d'apparaître comme la copie aussi conforme que possible de la collectivité nationale se retrouve symboliquement dans le poids allégué de la représentation féminine : située à 40,6 % en 1975, elle atteint la cote prodigieuse de 49,1 % en 1977 au RPR.

(3) 80 % des adhérents n'auraient jamais transité par l'UDR selon A. Duhamel (*La république giscardienne*, Grasset, 1980, p. 228).

(4) Que soient remerciés ici Mmes Alliot et Perche du secrétariat national, M^e Coppart et M. Zandonai de la Fédération d'Ille-et-Vilaine.

Notre gratitude va aussi à Mme Colette Ysmal, chargée de recherches au CNRS.

Ni l'image du rassemblement, ni celle de la diversité ne sont à tout prendre sans fondement...

Au strict plan quantitatif le gaullisme a toujours mobilisé des masses considérables d'adhérents : 400 000 au RPF, près de 100 000 à l'UNR en 1963, 150 000 à l'UDR dans les années 70. Le RPR fait état de chiffres contradictoires. Celui de 362 000 adhérents avancé début 1979 par C. Pasqua est le moins invraisemblable. S'il comptabilise sans doute davantage le contenu de fichiers que des adhérents à jour de leurs cotisations, il demeure impressionnant, supérieur à celui du PS, écrasant pour l'UDF.

Au plan qualitatif la diversité des adhérents gaullistes constitue une autre réalité. Profondément étrangères au modèle du club de notables, les formations gaullistes occupent une surface sociale exceptionnelle qui fait leur spécificité. Quelle autre famille politique de droite peut revendiquer à la fois un solide enracinement chez les cadres supérieurs et professions libérales *et* une présence tout autre que symbolique chez les commerçants, artisans, employés, ouvriers, agriculteurs... ? En ce sens le gaullisme n'est pas seulement divers, il est populaire. L'image du métro à six heures du soir représente plus qu'une métaphore... même si pour une fois le wagon de première classe paraît le plus bondé.

En effet, si la surreprésentation des couches supérieures n'a rien de pathologique à *la base* des organisations gaullistes, elle existe cependant et vient nuancer l'image populaire du mouvement, il convient d'ajouter aussitôt que le gaullisme populaire n'est pas au premier chef un gaullisme ouvrier ou prolétaire. L'usine pèse moins que la boutique ou l'atelier. Quant au recrutement ouvrier lui-même il doit beaucoup aux secteurs les plus périphériques du processus productif. L'analyse des fichiers du RPF révèle le poids des magasiniers, chauffeurs. Et sans exclure les o.s., le recrutement doit encore beaucoup à l'aristocratie ouvrière des services publics et nationalisés (5), à l'implantation chez les agents de maîtrise.

Le poids réel de la représentation féminine suppose un autre correctif. Les chiffres officiels — variables — sont parfois fantaisistes. Le taux de 30 % de femmes avancé en 1978 semble le plus réaliste. Encore dépasse-t-il les chiffres (souvent proches de 20 %) observables dans les fédérations.

La prétention du gaullisme militant à incarner un décalque de

(5) La disparition de la CSP « Fonctionnaires et services publics » contribue à faire augmenter de 50 % la CSP « Ouvriers » entre 1970 et 1975.

la structure nationale constitue donc une illusion : plus que la moyenne nationale les formations gaullistes évoquent les nationaux moyens.

B) *La réalité : des adhérents en majorité issus des couches moyennes*

Le poids prépondérant des couches moyennes chez les adhérents gaullistes a été relevé de longue date (6). Le constat peut sembler banal. Quel est la grande formation qui ne s'enracine pas peu ou prou dans ce fameux groupe central ? Le gaullisme présente cependant sur ce terrain des singularités, des constantes, qu'une analyse diachronique pourra nuancer par la suite.

- 1) Le poids des couches moyennes est exceptionnellement élevé. L'ensemble employés, cadres moyens, fonctionnaires, commerçants et artisans représente de 52 à 55 % depuis le RPF. Même en tenant compte de la présence possible dans cet ensemble de gros commerçants ou de fonctionnaires du cadre A, le chiffre reste considérable.
- 2) La surface sociale occupée est importante. Presque tous les segments des couches moyennes fournissent une représentation significative.
- 3) Le pôle intellectuel demeure faiblement représenté. Ce déséquilibre remonte au RPF. Il se retrouve dans la structure sociale de l'électorat comme dans celle des groupes parlementaires (7).
- 4) La présence du pôle non salarié (commerçants, artisans, petits patrons) est particulièrement perceptible. La boutique et l'atelier représentent environ 20 % des effectifs totaux depuis le RPF. Compte tenu de la chute sensible de ce groupe dans la population active (10,7 % en 1954, 6,7 % en 1975), il faut en réalité parler d'une surreprésentation croissante au sein des organisations gaullistes sous la V^e République.
- 5) Les couches moyennes salariées sont cependant les plus importantes numériquement. Employés, fonctionnaires et cadres moyens représentent avec constance environ le tiers des adhérents. Ce poids numérique se double d'une forte hétérogénéité. Le groupe

(6) Cf. P. Guiol, *Le RPF ou la difficulté de rassembler*, in *L'univers politique des classes moyennes*, Presses de la FNSP, 1983, p. 219 ; J. Lagroye, G. Lord et al., *Les militants de trois partis français*, Ed. Pedone, 1976 ; M. Kesselman, *Systèmes de pouvoir et culture politique au sein des partis politiques français*, *Revue française de Sociologie*, 1972, p. 485 s.

(7) Cf. D. Gaxie, art. cité, Tableau.

juxtapose la dactylo, le clerc de notaire, l'employé de bureau mais aussi de forts noyaux de militaires et de policiers. Il n'est donc pas certain que cet ensemble ait la cohérence sociale, idéologique, culturelle du pôle non salarié.

C) *Le RPR et la dérive sociologique du gaullisme*

L'histoire sociologique du gaullisme militant n'est pas tant marquée par de brusques ruptures que par une molle dérive qui s'esquisse dès la fin de la présidence de C. de Gaulle.

Si le RPF incarne l'âge d'or d'un gaullisme plébéen (plus d'ailleurs à travers l'Action ouvrière), les avatars successifs des organisations gaullistes marquent une érosion lente mais régulière de la base ouvrière, un insensible glissement vers le haut de la structure sociale des adhérents.

Le renouveau chiraquien n'abolit pas toute spécificité. Il accentue une dérive qui coule le Rassemblement dans le moule sociologique des grandes formations conservatrices.

L'approche sociologique du RPR peut se fonder sur deux séries de chiffres (1977, 1979). Celles-ci sont difficilement comparables. La fiabilité des chiffres de 1979 peut être mise en doute. Sans détailler des investigations dignes d'un locataire de Baker Street, on peut relever entre 1977 et 1979 la disparition de trois CSP qui regroupaient 31 % des adhérents en 1977 ! La présentation de 1979 se fonde-t-elle sur la profession du chef de famille lors de sa vie active ? Elle aboutit en tout cas à un redressement des couches moyennes salariées si spectaculaire qu'il en devient suspect. La méfiance ne peut que s'accroître au vu de certains « coups d'accordéon » dans l'évolution des recrutements. Après avoir marqué un recul en 1977, la place des agriculteurs double en dix-huit mois pour atteindre 11,1 %. Quant aux cadres supérieurs et industriels, crédités en 1977 du score record de 10 %, il s'effondre en 1979 à 4,5 %, plus bas chiffre depuis 1947, ceci en contradiction avec les observations réalisables localement.

Malgré les brumes de l'information, le glissement sociologique peut être précisé en cinq points :

1) L'érosion de la base populaire salariée s'accroît. Comptabilisés ensemble, ouvriers et employés représentent 20 % des adhérents en 1977, cote la plus basse depuis 1947. Les 11,3 % d'ouvriers revendiqués en 1979 confirment cet étiage. Une réaction d'exit, liée aux glissements du discours chiraquien et au rayonnement de la gauche socialiste, a certainement joué jusqu'en 1981 au moins.

Des adhésions récentes d'employés, soulignées par plusieurs fédé-

Données statistiques (en pourcentage)

	RPF ⁽¹⁾	UDR	UDR	UDR	RPR	RPR
		1970 ⁽²⁾	1973 ⁽³⁾	1975 ⁽⁴⁾	1977 ⁽⁵⁾	1979 ⁽⁶⁾
Industriels, Administrateurs de sociétés	5,3 ⁽⁷⁾	3,1		3		
Cadres supérieurs		3,1	12	3,5	10	4,5
Professions libérales	9,2	5,4		5,4	8	
Commerçants et artisans	19,2	16,6	19 ⁽⁹⁾	16,5	17	25,1
Cadres moyens	9,7	6,3	31 ⁽¹⁰⁾	11		14,5
Fonction publique, Services publics et nationaux	4 ⁽⁸⁾	15			11	
Employés	17,4	8,7	31 ⁽¹⁰⁾	19,6		19,9
Ouvriers	17,8	15,3	16	22	20	11,3
Agriculteurs	3,3	7,1	7	9,5	6	11,1
Etudiants		2,2			11	
Retraités	10,8	3,9			9	
Divers		11,9	15	9,8	8	13,6

⁽¹⁾ P. Guiol, art. cité.

⁽²⁾ Rapport Charbonnel.

⁽³⁾ *Le Monde*, 17 novembre 1973.

⁽⁴⁾ C. Pasqua, Assises de Nice.

⁽⁵⁾ Délégation à la communication RPR.

⁽⁶⁾ C. Pasqua, Assises nationales, mars 1979.

⁽⁷⁾ Dont « gros commerçants ».

⁽⁸⁾ Militaires uniquement.

⁽⁹⁾ Dont « industriels et administrateurs de sociétés ».

⁽¹⁰⁾ Total cadres moyens et employés.

rations, marqueraient l'arrêt de cette désaffection, une certaine reconstitution de la base. Sans être invraisemblable, le chiffre de 19,9 % d'employés en 1979 demeure cependant peu convaincant. Quant au recrutement ouvrier, il est d'une insigne faiblesse. L'inventaire des participants à la première réunion du « RPR-Entreprise » eût ravi Prévert. Deux syndicalistes ouvriers y côtoient 38 PDG et directeurs de société, 25 cadres, ingénieurs et hauts fonctionnaires, cinq étudiants, trois journalistes et trois universitaires (8). L'exemple est à n'en point douter caricatural. Il reste significatif de la marée basse du gaullisme ouvrier.

2) Le pôle non salarié des couches moyennes s'affirme. La stabilité apparente des commerçants et artisans (16,5 % en 1970, 17 % en 1977) vaut sur-représentation accrue pour une catégorie en déclin dans la population active. Un raisonnement similaire vaut pour les agriculteurs. Le RPF leur donnait une place bien inférieure à leur poids dans la population active (— 16,9 % d'écart). Le solde est devenu positif au RPR : + 5,8 % si l'on en croit les chiffres de 1979.

Le poids véritable des couches moyennes non salariées doit s'évaluer aussi en relation avec la progression des professions libérales (5,4 % en 1970 et 1975, 8 % en 1977). Des segments importants de ce groupe sont actuellement menacés de régression vers le pôle des classes moyennes. Les récents mouvements revendicatifs du secteur médical, l'évolution du métier d'avocat en témoignent.

Crise économique et régression sociale ne sont certes pas le destin incontournable de tous les travailleurs indépendants. Il n'en reste pas moins que ceux-ci représentent 34 % des actifs au RPR, 16,2 % dans la population française.

3) La place des couches moyennes salariées au RPR constitue une zone de moindre information. Pareille discrétion cache le talon d'Achille du mouvement. Le recrutement des salariés moyens — et populaires — constitue en effet un point faible. Fonctionnaires et cadres moyens ne représentaient que 11 % des adhérents en 1977. Le taux de 14,5 % de cadres moyens revendiqué en 1979 doit être relié au troublant effondrement de la catégorie des cadres supérieurs. C'est d'ailleurs chez les cadres moyens (et les employés) que l'image de J. Chirac est la plus négative dans les sondages (9).

On notera enfin que si le RPF sur-représentait considérablement les couches moyennes salariés compte tenu de leur poids chez les actifs, ce phénomène a totalement disparu au RPR.

(8) Crisol et Lhomeau, *La machine RPR*, Fayolle, 1978, p. 169.

(9) Cf. *L'opinion publique en 1977*, Presses de la FNSP, 1978, p. 253 s.

Il n'est pas nécessairement irrationnel de la part des dirigeants du Rassemblement de tabler sur la fragilité du virage à gauche de ces couches. Les « déçus du socialisme » pourraient demain se recruter là. Selon un sondage de *L'Expansion*, 65 % de l'ensemble des cadres sont mécontents du pouvoir de gauche. Un tiers d'entre eux avaient voté pour F. Mitterrand en 1981 (10).

4) Un secteur progresse sensiblement : les couches supérieures.

Les cadres supérieurs et industriels constituent en 1977 10 % des effectifs. Aux côtés des professions libérales — qui ne vivent pas toutes un déclin sans retour — ils représentent 18 % du RPR, soit une croissance de 50 % du groupe par rapport à l'UDR. L'action de certains « cercles extérieurs » — Club 89 — accentue encore l'influence du Rassemblement dans ces milieux.

5) Le renouvellement du RPR s'accompagne d'un réel rajeunissement. Les plus de 50 ans, qui représentaient 39,6 % à l'UDR, ne sont plus que 32,9 %, chiffre confirmé après enquête sur le fichier rennais du RPR. L'amélioration de l'implantation chez les moins de 30 ans (de 16,5 % à l'UDR à 24 % au RPR) ne permet cependant pas de donner à ce groupe l'importance qu'il occupe dans la population française (29 %).

La dilatation de la catégorie « étudiants », qui passe de 2,2 % en 1970 à 11 % en 1977, symbolise ce rajeunissement. La statistique doit cependant beaucoup à la disparition des organisations autonomes de jeunesse (ex. UJP) dont l'existence soustrayait les effectifs de jeunes de la comptabilité militante UDR en 1970. Certains indices laissent à penser que le recrutement du RPR dans la jeunesse étudiante se réalise avec une particulière efficacité dans des secteurs où la sociologie de l'éducation situe les populations d'« héritiers » (11). Le détail confirmerait alors indirectement la remontée du recrutement dans les classes supérieures.

La mutation RPR ne constitue pas une révolution sociologique. Elle confirme et accentue une dérive ancienne. La description la plus synthétique serait celle d'une translation vers le haut de la structure sociale des adhérents, complétée d'un rajeunissement et d'une consolidation des positions du pôle non salarié. L'image initiale du RPR

(10) Détail significatif ? La modeste formation gaulliste qui a soutenu F. Mitterrand est, elle, bien ancrée dans les couches moyennes salariées. Dans les 1 800 adhérents du mouvement gaulliste populaire on trouve 39,5 % de cadres moyens (dont 12,5 % d'enseignants). A l'inverse, agriculteurs (2 %) et commerçants artisans (7 %) pèsent de peu (informations fournies par M. Delcourt).

(11) Voir le dynamisme du RPR dans les mouvements des UER juridiques et médicales en 1983.

dans les sondages est instructive : il apparaît comme associé aux figures du chef d'entreprise, de la profession libérale, sans grand soutien chez les salariés modestes (12).

II. — LES PESANTEURS DU MONDE MILITANT

Avec l'origine sociale des adhérents RPR se profilent de nouvelles interrogations. Cette sociologie très particulière peut-elle être un guide pour une meilleure compréhension du fonctionnement de la machine ? Si elle a servi J. Chirac en 1981, ne risque-t-elle pas de le desservir en 1988 ? La nature des adhésions récentes permet-elle de parler encore de « parti godillot » ?

Le général de Gaulle pouvait toujours *espérer*, en raison de son autorité historique, « refaire » un gaullisme à partir de sa personne, c'est-à-dire rompre avec une expression partisane qu'il n'approuvait plus — ce qu'il fit avec le RPF — ; ses successeurs, en revanche, n'ont pas à nourrir ce genre d'illusion. Ils savent qu'ils ont trop partie liée au mouvement qui les porte. Le poids de la sociologie militante s'accroît donc.

A) L'enracinement du RPR, atout ou prison ?

Les leçons du passé. — L'évocation du RPF peut rendre plus intelligible ce qui se passe aujourd'hui dans la formation de J. Chirac.

Jouant d'un discours ambigu, parfois contradictoire, le Rassemblement du Peuple français avait su prendre appui sur deux piliers : la petite bourgeoisie traditionnelle d'une part, le monde des salariés moyens et petits de l'autre. Trente ans plus tard le RPR s'appuie plutôt sur un pilier : celui des travailleurs indépendants.

Si les mythologies bonapartistes de l'État arbitre (13) ont pu donner au RPF une large audience, elles ont également contribué à enfermer le gaullisme dans des paradoxes fatals. Premier paradoxe : tandis qu'il mobilisait les classes moyennes traditionnelles sur un archaïsme culturel et un langage à leur convenance, le gaullisme postulait par ses orientations politiques et économiques le dépérissement de ces groupes, l'effritement de son soutien électoral le plus sûr. Industriels archaïques mal préparés à la concurrence européenne, commerçants et artisans inquiets de l'avenir, petits exploitants

(12) *L'opinion publique en 1977, op. cit.*, p. 253 s.

(13) Cf. P. Guiol, art. cité.

agricoles ont cru trouver dans de Gaulle un père protecteur, une autorité affirmant haut et fort leurs valeurs. Ironie du sort, le gaullisme sera quelques années plus tard l'acteur d'une restructuration économique qui accélérera leur disparition.

Second paradoxe : le gaullisme n'a pas su, ou n'a pas pu s'implanter durablement dans les nouvelles couches sociales dont il favorisait le développement rapide dans la société française. Si les enjeux de patriotisme et d'humanisme encore réactivés par la guerre froide lui ont permis de susciter jusqu'aux débuts de la V^e République l'attention des nouvelles couches moyennes, il n'a pu les retenir dans sa zone d'influence. Après la guerre d'Algérie, avec l'entrée dans l'ère de la consommation de masse le divorce culturel allait apparaître dans tout son éclat. Trop classique, trop nationaliste, trop figé culturellement, le gaullisme ne pouvait que heurter des groupes recherchant des modèles d'achèvement dans l'*american way of life* et la civilisation technicienne.

En termes marxistes, le gaullisme avait adapté la superstructure étatique au développement économique, mais son idéologie du quotidien retardait d'une révolution industrielle. Ce hiatus devait être particulièrement ressenti par la jeunesse, sociologiquement remodelée par la démocratisation de l'enseignement. En mai 68 le divorce devenait affrontement. L'Etat était culturellement débordé par la société civile (14), les élections pouvaient bien sauver le régime, pas le gaullisme. Celui-ci tombait à droite, s'y fixait par son recrutement et son électorat sous la présidence de G. Pompidou. Le projet de « Nouvelle société » de J. Chaban-Delmas venait trop tard, hors sujet.

Au total le paradoxe se résume en un parfait *mouvement de ciseaux* où la croissance sociologique des couches moyennes salariées s'accompagne d'une prise de distance politique à l'égard du gaullisme, tandis que le déclin économique de la petite bourgeoisie traditionnelle se double d'une allégeance accrue.

La désaffection des nouvelles couches moyennes s'accompagne de la quête d'une représentation politique plus apte à traduire leurs aspirations. Cette démarche transite par un centrisme réformateur. Elle profite à la fin du septennat de V. Giscard d'Estaing au PS qui a su le mieux séduire ces nouveaux groupes de salariés. Quant aux héritiers du néo-gaullisme il ne leur reste qu'à gérer les crispations défensives de la boutique et de l'atelier, les intérêts des cadres supé-

(14) On notera au passage que le libéralisme giscardien avait pour partie bâti son image sur la résorption du divorce culturel entre l'Etat et la société civile.

rieurs, professions libérales, responsables de PME-PMI. La chute du gaullisme s'explique par son impuissance à se maintenir sur ses deux piliers.

Le RPR condamné au redéploiement ? — La décadence du gaullisme politique, tout comme la logique de l'élection présidentielle, suggèrent pour le RPR la nécessité d'une stratégie de reconquête des classes moyennes salariées.

D'ailleurs, l'orientation « travailliste » voulue, dans un premier temps, par J. Chirac, tendrait à démontrer que les fondateurs du RPR en étaient, dès l'origine, conscients. Par la suite, en 1980, alors que la précampagne battait son plein et que J. Chirac pouvait encore espérer s'imposer comme candidat unique de la majorité, on assista au dépôt devant l'Assemblée d'une proposition de loi RPR sur la cogestion des cadres et agents de maîtrise. Fort peu défendue, cette proposition, qui venait s'adjoindre à une autre présentée par le gouvernement, plutôt qu'enjeu d'une vraie bataille d'idée, fut l'objet d'un round d'observation entre les deux formations partenaires de la majorité. Elle fit place à des exigences d'une autre nature dès que devint évidente la concurrence qui allait opposer V. Giscard d'Estaing et J. Chirac. La logique institutionnelle ne pouvait que laminer ce dernier s'il se laissait prendre entre les deux stratégies de rassemblement des prétendants à la victoire. J. Chirac choisit donc de « verrouiller » la frange la plus à droite, la moins giscardienne politiquement et la moins libérale culturellement de l'électorat majoritaire. Par cet habile retournement de situation, le président sortant se trouvait pris entre deux feux, victime de l'effet de laminage. La prise d'otage catégorielle s'accompagnait d'une tactique à double face destinée à sauvegarder l'image de présidentiable de J. Chirac. Des rumeurs de convergence socialistes-gaullistes coexistent avec un discours néo-poujadiste propre à séduire la boutique et la PME. L'orientation finale de la campagne (attaques contre le « socialisme rampant », les fonctionnaires) se marque toutefois d'un raidissement idéologique et d'un rétrécissement sociologique bien peu compatibles avec les traditions gaullistes.

Si l'on relève l'absence de véritable campagne anticommuniste, on admettra plus volontiers encore la thèse de la « prise d'otage ». N'importait-il pas en effet de sécuriser ces catégories sociales, d'ordinaire si promptes à s'enflammer devant la peur du communisme, pour éviter qu'elles n'aient au premier tour un réflexe de « vote utile » en faveur du Président sortant ? Que l'anticommunisme primaire fût troqué pour l'occasion (avec la complicité objective de

Marie-France Garaud) contre un antisoviétisme de bon aloi permit de retourner ses flèches vers le candidat sortant... et de préparer ainsi sa base pour le second tour. Et de fait le verrouillage fonctionna, les reports de voix furent imparfaits. La campagne RPR de 1981 ne laissera pas le souvenir d'une grande élévation intellectuelle. Elle manifeste un sens tactique remarquable... à la condition que le mouvement puisse désenclaver sa base vers les couches moyennes salariées. Des initiatives en ce sens se dessinent aujourd'hui avec les prises de position d'A. Juppé sur le salariat, l'engagement de J. Chirac aux côtés des syndicats réformistes dans les élections sociales d'octobre 1983. Cette réorientation ne manquera pas de prendre de l'ampleur lorsque les circonstances l'exigeront. Mais peut-elle réussir ? Est-il possible de recentrer socialement le Rassemblement ? Hormis un groupe restreint de jeunes conseillers, souvent énarques ou administrateurs de société, les cadres de l'appareil sont-ils culturellement assez souples pour assumer une évolution qui puisse séduire ces couches ? Et surtout comment réagirait la base actuelle ? Si celle-ci peut accepter certaines évolutions ou contradictions dans le discours politique, il n'est pas sûr qu'elle puisse suivre l'évolution culturelle nécessaire pour séduire les cadres moyens...

Dans l'immédiat, les timides initiatives en direction des couches moyennes salariées semblent plus que contrebalancées par un discours autoritaire et nationaliste. Celui-ci permet certainement — à travers le thème de l'immigration en particulier — de récupérer une partie du vote de gauche et notamment de ces voix PCF plus protestataires que partisans. Les élections municipales partielles de l'automne 1983 (Dreux, Antony, Aulnay) en témoignent. Mais ces gains à court terme ne risquent-ils pas d'enfermer plus encore le RPR culturellement ? Ne préparent-ils pas des obstacles supplémentaires dans le redéploiement vers les groupes sociaux électoralement perdus ?

En fin de compte, beaucoup dépendra du terrain majeur de l'affrontement : *politique*, les chances du RPR seront plus grandes ; *culturel*, elles le seront moins car au surplus cela voudra dire que la gauche aura réussi à surmonter ses difficultés actuelles et à obtenir des résultats incontestables dans les domaines économiques et sociaux qui préoccupent le plus les Français à l'heure actuelle. Hypothèse formulée, bien entendu, réserve faite d'un durcissement de la crise internationale qui finirait par modifier les données de la question culturelle en entraînant, chez les classes moyennes salariées, une perte d'influence, voire l'abandon des valeurs libérales, hédonistes et anti-autoritaires issues des périodes de prospérité.

B) *Les adhérents et la machine : la logique de la « remise de soi »*

Si les pesanteurs du militantisme gaulliste permettent de s'interroger sur les écueils de la stratégie électorale de J. Chirac, elles éclairent aussi le fonctionnement paradoxal de la machine RPR.

Non seulement le Rassemblement se caractérise par une structure de pouvoir très centralisée, « monocratique » selon W. R. Schoenfeld, mais le filtrage sociologique des élites, observable dans tous les partis, atteint ici une forme paroxystique avec une sur-représentation écrasante des catégories les plus dotées en capital économique ou culturel (15). Dans ce contexte qui pourrait être générateur de frustrations et, chez nombre d'adhérents, du sentiment d'être laissés pour compte, la réaction la plus répandue est celle de la satisfaction. Toutes les enquêtes témoignent d'un fort degré de confiance des militants à l'égard de leurs dirigeants. Ce qui n'exclut pas que transparaissent régulièrement chez eux un sentiment d'impuissance face à la plupart des processus décisionnels.

Certes les incartades existent. Le Rassemblement connaît les conflits de personnes, de générations, des frondes sporadiques peuvent éclater... une incantation gaullienne bien placée vient généralement ramener l'ordre sans trop de difficultés, dans le pire des cas quelques compagnons démissionnent. Mais le militant gaulliste est en général content de son sort. Tout se passe comme si le manque d'activisme pesait davantage que la rigidité de l'organisation. Lors de l'enquête de M. Kesselman, 15 % seulement des adhérents font état de divergences avec le centre (contre 50 % au PS). Les secrétaires fédéraux recueillent 92 % d'indice de satisfaction. 38 % des adhérents se disent très satisfaits de leur direction nationale, 54 % en sont satisfaits (contre 17 et 46 % au PS). La foi presque absolue accordée aux responsables se vérifie encore dans les résultats unanimitaires lors de la désignation du Président, du candidat aux présidentielles. De façon générale les mouvements gaullistes n'ont pas connu les vagues de contestation qui affectent jusqu'au PCF... même si la « chiraquisation » de quelques fédérations s'est faite à la hussarde.

Pour rendre compte de cette sujétion à l'égard d'une machine politique où triomphe la loi d'airain de Michels, le concept de *fides implicita* défini par P. Bourdieu se présente comme l'un des facteurs explicatifs les plus appropriés. Pour l'auteur de *La distinction*, les partis politiques les plus prédestinés à fonctionner selon la logique

(15) Cf. D. Gaxie, art. cité, tableau n° 2 ; et l'enquête réalisée en 1978 par R. Cayrol et C. Ysmal sur les participants à un congrès extraordinaire.

figée de l'appareil — et non du champ — sont ceux dont « les mandants sont plus démunis culturellement et plus attachés aux valeurs de fidélité, donc plus enclins à la délégation inconditionnelle et durable » (16). Démunis de compétence politique et ne s'estimant pas fondés à intervenir sur le mode de l'analyse personnelle dans les questions politiques, ces acteurs seraient condamnés à la remise d'eux-mêmes entre les mains d'un mandataire politique (Parti, délégué syndical...). Déjà appliquée au PCF, cette grille de lecture semble partiellement transposable aux formations gaullistes. Celles-ci ne rassemblent-elles pas de forts contingents d'adhérents dotés d'un modeste capital culturel ? Ouvriers, employés, agriculteurs, petits commerçants et artisans forment de 45 à 55 % de la base du RPR. Même en tenant compte de disparités culturelles dans ces milieux, ces pourcentages confirment la présence d'une forte masse d'adhérents potentiellement condamnés à un statut « inerte et inopérant », selon l'expression de P. Bourdieu. Une enquête Sofres de 1977 confirme d'ailleurs à quel point des composantes importantes de la base du RPR peuvent être démunies de (tout sentiment de) compétence politique (17).

Il ne saurait être question de limiter au RPR ou à ses prédécesseurs l'existence de ces pratiques de remise de soi. Le terrain sociologique y est toutefois propice. Sans atteindre la dimension qu'elle revêt au PCF, cette « déférence » des adhérents — que note spontanément M. Kessler — excède de loin celle observable dans d'autres formations politiques françaises. Le rôle central de la fidélité à un leader auréolé de tous les prestiges (C. de Gaulle, J. Chirac) stimule ces comportements. Le fait que la présence massive des couches moyennes ne trouve pas son centre de gravité autour du pôle intellectuel mérite d'être à nouveau souligné. Le cas inverse du Parti socialiste, où la forte présence des enseignants et des « compétences » s'accompagne de vifs débats internes et de polémiques, peut être tenu pour une vérification *a contrario* des liens entre la base sociale du RPR et les attitudes de remise de soi qui s'y observent.

Certaines comparaisons parfois suggérées entre gaullistes et communistes, certaines manifestations de respect mutuel naguère perceptibles entre les militants les plus actifs de ces deux courants

(16) La représentation politique, *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, n° 36-37, p. 22. Également D. Gaxie, *Le sens caché*, Seuil, 1978.

(17) 68 % des agriculteurs, 64 % des petits commerçants et artisans, 66 % des retraités et inactifs, 61 % des ouvriers estiment que « la politique est une chose trop compliquée et qu'il faut être spécialiste pour la comprendre », *L'opinion française en 1977*, *op. cit.*, p. 227.

ne peuvent-elles s'éclairer par des logiques de fonctionnement partisan voisines ?... elles-mêmes explicables par des homologues partielles dans la population militante (forte proportion d'agents culturellement démunis) ? A l'appui de cette interrogation, on peut noter que les formations gaullistes sont sans doute, après le PCF, les plus friandes de rituels et liturgies politiques (assises, meetings centraux, rôle des symboles : « Compagnon », Logo RPR), qui caractérisent les modes de participation partisane les plus faciles à susciter d'acteurs « inertes et inopérants ».

Le sens de ces réflexions n'est pas, soulignons-le, de donner du RPR une image de cohésion parfaite. Les affrontements y jouent ; le *fides implicita* n'est pas le lot de tous. Mais elle aide à comprendre la singulière solidité des appareils partisans gaullistes, à rendre plus intelligible le caractère limité des tensions à la base, là où le brassage social et le poids d'un centralisme modérément démocratique devraient être facteurs de tensions. Elle invite aussi à une lecture nouvelle du jacobinisme des partis gaullistes, en montrant comment celui-ci ne découle pas uniquement des doctrines, traditions, ou nécessités politiques et institutionnelles, mais également d'un mode de fonctionnement qui entre en résonance avec les dispositions et habitus d'un fort pourcentage des adhérents.

La remise de soi n'est cependant jamais illimitée. Même l'adhérent le plus pauvrement outillé en repères dans l'espace politique sait transposer sur les problèmes non ou peu constitués politiquement les schémas, les pulsions de son éthos. La boutique, l'atelier, voire le bureau ne contesteront pas à J. Chirac le droit d'interpréter la Constitution, de varier sur l'Europe ou la politique économique. Mais ils savent cependant, de toute la force tranquille du « ce qui va de soi », qu'il faut de l'autorité face aux délinquants, aux étrangers abusifs, moins de libéralisme mou en matière de mœurs. La *fides implicita* vaut sur le terrain politique plus que sur le culturel. Et l'observation ramène aux réflexions relatives à la marge de manœuvre politique de J. Chirac, à l'ancre sociologique qui pèse sur la nef du maire de Paris.

Patrick GUIOL et Eric NEVEU. — **A sociological study of Gaullism's supporters.**

A sociological analysis confirms the diversity and the size of Gaullist support as well as its popular traits. But an even more important feature is *the numerical* domination of the middle-classes. The creation of the RPR has been marked by an increase in upper class support, the dissolution of the working class base and greater adherence from the unpaid sections of society. This sociological breakdown, which served J. Chirac so well in 1981, may become a stumbling block. The sociological profile of its support sheds light moreover on the stability of the structures of Gaullism, partly otherwise explicable by the normal self-regeneratory processes.

RÉSUMÉ. — *Une analyse sociologique confirme la diversité, les traits populaires et l'importance du recrutement des formations gaullistes. Mais celles-ci apparaissent plus encore comme numériquement dominées par les couches moyennes. La création du RPR marque un renforcement du recrutement dans les couches supérieures, un effritement des assises populaires, un poids accru des non-salariés.*

Après avoir servi J. Chirac en 1981, ce profil sociologique peut devenir pour lui une hypothèque. La sociologie des adhérents éclaire enfin la stabilité des appareils gaullistes, partiellement explicable par le jeu de la remise de soi.